

Recherches sociographiques



Gérard BOISMENU et Daniel DRACHE (dirs), *Politique et régulation : modèle de développement et trajectoire canadienne*

Gilles Bourque

Volume 32, numéro 1, 1991

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056585ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056585ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourque, G. (1991). Compte rendu de [Gérard BOISMENU et Daniel DRACHE (dirs), *Politique et régulation : modèle de développement et trajectoire canadienne*]. *Recherches sociographiques*, 32(1), 97–99.
<https://doi.org/10.7202/056585ar>

t-il réaliser les options retenues? De quelle manière? Sera-ce un marécage? L'analyse de Laurendeau est, on le voit, marquée au coin d'une pertinence durable.

Comptons-nous choyés que la succession André-Laurendeau, par l'entremise de l'éditeur, nous ait donné accès à ses pensées les plus intimement vraies parce qu'écrites pour lui seul et non pour convaincre autrui. Cela vaut cent fois mieux que tous ces mémoires rédigés après coup sous l'emprise de la reconstruction justificatrice.

Édouard CLOUTIER

*Département de science politique
Université de Montréal.*

Gérard BOISMENU et Daniel DRACHE (dirs), *Politique et régulation : modèle de développement et trajectoire canadienne*, Montréal, Méridien, 1990, 360 p.

La qualité évidente du recueil préparé par Boismenu et Drache me permettra de commencer en insistant *a contrario* sur les abus auxquels donne lieu ces dernières années ce type de publications dites collectives. Entre l'article de revue et le livre foisonne maintenant le recueil, genre informe, du moins dans l'utilisation qu'on en fait, et qui rassemble très souvent, dans le désordre et dans l'incohérence, une série de textes dont l'intérêt se limite à l'engraissement d'un *curriculum* dont la communauté des pairs vérifiera périodiquement l'épaisseur. Bien sûr, le problème est complexe et le débat renvoie à l'élaboration d'une véritable politique de l'écriture dont la vertu première serait de rompre avec le « quantitavisme ». Il faudra bientôt s'y attaquer globalement, car les nouvelles pratiques des organismes subventionnaires, loin de la ralentir, tendent à accélérer la course au gonflement du dossier de carrière.

Le recueil de Gérard Boismenu et de Daniel Drache est heureusement d'une tout autre facture. La théorie de la régulation constitue la trame de l'ouvrage et lui confère son unité. Dans une première partie, Gilles BRETON, Carol LEVASSEUR, Alain NOËL et Shirley-Anne SCHARF se livrent à une analyse critique fouillée et s'interrogent sur la dimension du politique dans les thèses régulationnistes. BOISMENU, DRACHE, François HOULE et Harry-J. GLASBEEK se penchent par la suite sur les particularités du rapport salarial au Canada, alors que Jocelyn LÉTOURNEAU et William-K. CARROLL terminent l'ouvrage par l'étude du mode actuel d'industrialisation et de la « continentalisation » au Canada.

Signalons d'abord que *Politique et régulation* ne se donne pas comme un ouvrage d'école. Il ne s'agit nullement de proposer une nouvelle dogmatique, ni de tenter de s'y inscrire. Les directeurs le soulignent dès le départ :

La problématique de la régulation n'offre pas une réponse à l'ensemble de ces grands thèmes ; elle fournit cependant un mode de mise en question, une façon de poser des problèmes et une prise en considération historique qui semblent prometteurs et stimulants pour les chercheurs. C'est un dialogue critique que les auteurs de ce livre ont entrepris avec la problématique. (P. 28.)

Ainsi s'inspireront-ils de la théorie pour faire ressortir l'originalité du régime d'accumulation canadien, notée d'ailleurs dans la préface par Robert BOYER. Boismenu et Drache insistent sur

le fait que le fordisme canadien a accordé un rôle majeur au capital privé, en même temps qu'il s'est caractérisé par un « mode de détermination des salaires fortement décentralisé », ainsi que par des programmes sociaux « nettement moins développés que dans la plupart des pays occidentaux ». (P. 44.) De la même manière, les auteurs tentent de saisir les particularités de la mise en place d'un nouveau régime d'accumulation et d'un nouveau mode de régulation au Canada. Jocelyn Létourneau se penche ainsi sur « la formation d'un espace d'accumulation performant à l'échelle de l'Amérique du Nord » (p. 309), qui trouverait de plus en plus sa forme achevée et qui se caractériserait par « une flexibilité maximale des capitaux et une grande mobilité de la main-d'œuvre spécialisée à l'échelle continentale » (p. 310). Dans le même sens, François Houle s'intéresse à la « réarticulation », sous l'égide de l'État, des logiques économique et sociale.

[...] le processus d'adaptation-transformation dans lequel s'insèrent les États des pays capitalistes avancés doit se saisir à partir des effets de l'approfondissement du régime d'accumulation intensive et du procès de mondialisation du capitalisme d'une part, et du nouveau rôle de l'État capitaliste par rapport à son espace économique national et à la logique de l'accumulation du capital d'autre part. (P. 218.)

Les questions du politique et de l'État sont donc posées. Breton, Levasseur, Noël et Scharf les aborderont directement. Ici, nulle ambiguïté, les deux premiers l'affirment d'entrée de jeu : « les travaux de l'école de la régulation [...] ne comportent pas [...] une théorie de l'État ». (P. 71s.) L'analyse critique proposée dans cette section demeure à chaque page minutieuse, fouillée et stimulante. Il en ressort avec netteté que, si les théoriciens de la régulation ont ouvert quelques pistes utiles, on ne saurait se satisfaire du seul élargissement de l'analyse économique pour construire et développer une véritable théorie du politique et de l'État. Les auteurs formulent d'ailleurs à ce sujet un ensemble de réflexions théoriques fort pertinentes. Ainsi ces deux propositions :

Prendre en compte le champ politique comme un lieu essentiel de la régulation politique qui se matérialise dans l'extension des frontières de la citoyenneté démocratique et de la démocratie elle-même, qui, plus qu'une modalité d'arrangement institutionnel, est un principe même de la régulation.

[...] Prendre en charge dans les analyses de l'État et l'État-providence la dimension de positivité créatrice et d'agent de transformation des interventions publiques et ne plus réduire la régulation étatique au registre de mise en forme institutionnalisée des conflits et des rapports sociaux. (P. 94s.)

Ce travail théorique sur l'État paraît d'autant plus nécessaire qu'on trouve, aussi bien chez les théoriciens de la régulation que dans la littérature en général, un net sous-développement de la théorie des formes de l'État moderne. Alors même que Breton et Levasseur remarquent que « dans les approches en termes de régulation, l'État-providence recouvre une réalité floue et flottante » (p. 78), on note dans l'ensemble du recueil une confusion certaine à propos des transformations actuelles de l'État. Ainsi, Létourneau affirme que « la fin de l'État-providence n'est pas pour demain » (p. 349), lors même que Houle parle des « tentatives de restructuration et non pas de démantèlement » de l'État-providence (p. 233), après avoir écrit : « La jonction de l'approfondissement de l'accumulation intensive et d'un nouveau régime international est actuellement incompatible avec le maintien du rapport salarial fordiste et nécessite une recomposition d'ensemble des fonctions historiques de l'État. » (P. 217.) Au contraire, Boismenu suggère la réalité d'un passage à une nouvelle forme de l'État : « Au Canada, les formes institutionnelles étatiques de régulation façonnées sous une hégémonie centriste et marquées par une forte tonalité libérale, sont le creuset de l'implantation d'un mode disciplinaire d'intervention de l'État. » (P. 198.)

Un important travail théorique et analytique demeure encore à faire et ce n'est pas le moindre mérite des auteurs de ce recueil que de nous avoir indiqué plusieurs pistes stimulantes.

Gilles BOURQUE

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Gérard FILTEAU, *Par la bouche de mes canons! : la ville de Québec face à l'ennemi*, Sillery, Septentrion, 1990, 271 p.

Voici un livre au titre évocateur. Nos manuels d'histoire d'avant la Révolution tranquille mettaient en évidence la fière réponse que le gouverneur Frontenac aurait adressée aux envoyés de William Phips venus réclamer la reddition de la ville de Québec : « Allez dire à votre maître que je lui répondrai par la bouche de mes canons ! » Cette phrase lapidaire s'est incrustée dans nos mémoires. Mais en plus de fournir le titre du livre, le comte de Frontenac en rehausse l'illustration : une photo de sa statue décore la couverture. Il s'agit du bronze réalisé par Louis-Philippe Hébert et installé sur la façade de l'hôtel du Parlement de Québec (1890). Le personnage est vivant : son œil martial « foudroie » l'ennemi, tandis que son doigt énergique pointe le canon...

Mais le livre ne porte pas uniquement sur l'affrontement Frontenac-Phips. Il englobe un siècle et demi d'histoire militaire (1628-1775), période où la ville citadelle a dû combattre l'envahisseur à cinq reprises. Ce fut d'abord le Britannique qui finit par conquérir la ville en 1759. Quinze ans plus tard, l'adversaire, américain cette fois, tentait de ravir la province de Québec à son ancienne mère patrie, mais ses hordes jouaient de malchance et venaient se briser au pied de la falaise du cap Diamant.

Comme il se doit, l'historien qui traite de ces offensives contre Québec leur réserve un espace en rapport avec leur importance relative. Il accorde donc la part du lion à la lutte décisive qui se termina par la conquête définitive de Québec, soit cent trente-cinq pages sur un total d'un peu plus de deux cent cinquante. Mais il ne faut pas croire que le livre souffre de déséquilibre. L'auteur a bâti un plan classique en trois parties : la première englobe les premières tentatives de prise de la ville, la suivante décrit la campagne de 1759 et la dernière fait état de l'échec des Américains devant le promontoire de Québec.

L'auteur conduit son récit avec une maestria remarquable. Les événements s'enchaînent selon un ordre accompli. À mesure que les personnages évoluent, leurs caractères se dessinent. C'est du grand théâtre, une tragédie gigantesque, assortie parfois de traits comiques ou sordides, de gestes chevaleresques comme de petites inavouables. En fait, les hommes, voire la population, sont campés non comme ils devraient être, mais tels qu'ils furent.

Le souci de la vérité, de l'objectivité, marque l'ensemble de cette œuvre. Aucun désir de magnifier ou de diminuer les uns ou les autres. Les torts sont signalés comme les gestes ou les stratégies appropriés. Ainsi l'historien n'occulte pas la rivalité décevante de Montcalm et de Vaudreuil, pas plus qu'il ne voile la conduite d'individus se livrant au pillage des maisons éventrées par les bombardements. Pour mettre fin à ces activités crapuleuses, les autorités